

Ils décident, en conséquence, la reconstitution du Cartel central des travailleurs de l'Etat et des services publics concédés et assimilés.

Convaincus que seule la lutte vigoureuse contre les pouvoirs publics et les magnats des grandes compagnies permettra de conserver les droits acquis et d'assurer l'amélioration de la situation misérable des personnels à statut, les délégués donnent mandat au Cartel central d'organiser la lutte commune et de soutenir de toutes ses forces les luttes particulières des organisations composantes.

Laissant à chaque fédération le soin de concrétiser les revendications, le Cartel central aura pour charge principale d'harmoniser, d'élargir la lutte sur les bases suivantes :

Contre la diminution des salaires, traitements et indemnités et pour leur augmentation.

Contre les licenciements.

Pour l'application du principe : A travail égal, salaire égal.

Pour la titularisation des auxiliaires.

Contre la rationalisation.

Contre la retraite pour les morts.

Pour l'amélioration des régimes de retraite.

Pour l'annulation de toutes sanctions disciplinaires.

Pour la réintégration des révoqués.

Contre la répression.

Pour le droit syndical.

Considérant que pas une minute n'est à perdre, les délégués des syndicats réunis, s'engagent, d'accord avec la C.G.T.U., à reconstituer immédiatement les Cartels locaux et régionaux avec tous les salariés sans exception, qu'ils soient unitaires, confédérés, autonomes, chrétiens ou inorganisés.

En réalisant le rassemblement dans le Cartel pour réaliser le bloc contre l'Etat capitaliste, leur véritable patron commun, les délégués des syndicats réunis proclament que ce rassemblement ne saurait, en aucune façon, atténuer leurs rapports de solidarité de classe avec les travailleurs des usines et des champs avec lesquels ils entendent mener l'attaque de front pour les revendications immédiates et la libération totale du prolétariat.

Camarades, nous n'avons rien à ajouter à cette déclaration : Sans distinction de sexe, de race, travailleurs en casquette et travailleurs en faux col, demain nous ferons le front unique du prolétariat sur le programme de la C.G.T.U., avec ses moyens de lutte et avec le parti communiste. (Applaudissements.)

Le travail parmi les ouvrières

INTERVENTION DE B. CATTANEO

CATTANEO. — Les femmes ne sont pas beaucoup intervenues dans les débats de ce Congrès. Malgré tout, nous nous sommes occupées très activement de préparer en accord avec le programme de la C.G.T.U., tout un travail pour que nous puissions à l'avenir arriver à redresser nos faiblesses dans le domaine du travail parmi les ouvrières et les travailleuses de toutes catégories.

Nous nous sommes déjà réunies; nous avons étudié avec nos camarades de province, les revendications des travailleuses de cette réunion

que nous avons eue entre nous, il apparaît que nous avons beaucoup à faire pour arriver à gagner à nous les ouvrières et à étudier concrètement leurs revendications.

Non seulement les femmes sont infériorisées du point de vue de la loi, du point de vue des salaires, mais actuellement, dans la question du chômage et de la baisse des salaires, elles subissent plus que quiconque, si l'on peut dire, l'attaque capitaliste. Le patronat compte sur la main-d'œuvre à bon marché, sur celle des jeunes, sur la main-d'œuvre étrangère et coloniale pour sa politique de baisse des salaires.

C'est pourquoi, camarades, si dans ce Congrès, nous ne sommes pas intervenues, il faudra que l'ensemble du Congrès, les camarades majoritaires prennent ces questions au sérieux et que, demain, de retour dans leurs régions, ils établissent un plan de travail sérieux, en liaison avec le plan de travail général de la région.

Les femmes ont des salaires tout à fait inférieurs, il y a encore des ouvrières qui gagnent 1 fr. 25 de l'heure. Dans les usines, les ouvrières sont licenciées et d'un autre côté, le patronat exige des heures supplémentaires. Ainsi, à Marseille, on a licencié 400 ouvrières à la Capelette et les autres font des heures supplémentaires.

Les ouvrières, en ce qui concerne le chômage, se trouvent en face de conditions épouvantables. On fouille dans leur vie privée, on regarde quelles sont leurs fréquentations. Les pouvoirs publics utilisent tout cela, pour ne pas avoir à leur donner quoique ce soit pour subvenir à leurs besoins. Il faudra que nous arrivions, à ce sujet, à avoir un programme juste en ce qui concerne les chômeuses. Pour cela, nous demandons en premier lieu, dans nos revendications, une indemnité de salaire égale à celle des hommes, y compris pour la main-d'œuvre étrangère féminine.

Au point de vue des accidents du travail, nos camarades sont devant une situation très pénible. Elles sont surmenées. Il faut dire que les femmes sont en état d'infériorité physique, et chaque jour, elles subissent plus que n'importe qui, la rationalisation capitaliste. Dans la métallurgie, tous les jours, elles laissent des doigts aux machines, aux presses Bliss. Dans les produits chimiques, c'est leurs poumons. Les femmes enceintes y laissent leur santé, et bien souvent celle de leurs enfants est constamment en danger. La tuberculose sévit chez les jeunes ouvrières, parce qu'elles sont surmenées et qu'elles commencent à travailler trop jeunes.

Ainsi demain, camarades, nous allons, dans notre conférence féminine, étudier sérieusement toutes ces questions, mais ce que nous demandons au Congrès, c'est de prendre cette question sous sa protection. Nous devons avoir, demain, une politique de la main-d'œuvre féminine que nous n'avons pas eue jusqu'ici. Tout le Bureau confédéral insiste auprès de tous les congressistes pour que, de retour chez eux, ils mettent à l'ordre du jour de leurs commissions exécutives, la question de la main-d'œuvre féminine.

Demain, nous allons nous rassembler. Les déléguées de la province et celles de la Région parisienne vont étudier sérieusement toutes les questions intéressant notre catégorie. Nous allons lier nos revendications à celles de l'ensemble des travailleurs. Les femmes qui sont infériorisées par le patronat ne doivent pas l'être par nous. Elles doivent être considérées en égales sur le terrain syndical, et pour cela nous devons les amener à nos syndicats unitaires et prendre leur défense résolument.

Camarades, je fais appel à tous les congressistes qui seront demain encore à Paris pour qu'ils assistent à notre conférence. Nous ne voulons pas une conférence où assisteront quelques déléguées femmes de province et de la R.P., mais nous voudrions une conférence où l'on discute avec les camarades secrétaires de régions, secrétaires des syndicats. Nous voudrions que nos camarades responsables prennent en main cette question et nous prouvent ainsi qu'il faut lier les revendications des ouvrières à toutes les revendications des travailleurs. Il ne faut plus qu'on voie des affiches comme on en a vu jusqu'ici qui s'adressent aux ouvriers, aux travailleurs, mais où il n'y a pas un seul mot pour les ouvrières. (*Applaudissements.*)

Les organisations bourgeoises catholiques se rendent compte de l'importance de la main-d'œuvre féminine dans le mouvement social. Ils se rendent compte du nombre que cela représente dans la lutte de classe, et actuellement, ils s'attaquent à cette main-d'œuvre. Ils cherchent à l'entraîner dans leurs organisations, et vous avez tous en main une brochure de la Libre pensée dans laquelle vous verrez combien les curés attachent d'importance à la main-d'œuvre féminine. Les réformistes s'orientent également vers cette couche du prolétariat. Jeanne Chevenard, déléguée de la C.G.T., parcourt les régions pour gagner à la politique de collaboration de classes les ouvrières.

Devant cette situation, la C.G.T.U. demande à tous les congressistes et aux ouvriers les plus conscients, aux dirigeants de nos organisations syndicales, de se convaincre de la nécessité de ce travail. Nous sommes sûres que nous amènerons ainsi des milliers de femmes dans nos organisations.

Dans les grèves, notamment, elles jouent un rôle important. Les camarades du Nord savent combien elles comptent dans les grèves. Nos camarades de Cours aussi.

Il faut que nous arrivions à grouper toute cette main-d'œuvre infériorisée. Il faut que nous l'aménions dans nos syndicats, que nous l'intéressions à toute la vie de notre C.G.T.U. Il faut l'appeler à diriger non seulement les mouvements de grève, mais aussi l'organisation syndicale avec nous. Il ne faut pas qu'on dise : c'est une femme, elle ne sait pas discuter. Il faut briser avec cet état d'esprit. Elles doivent être appelées aux postes de responsables, et alors elles ne seront plus incapables de discuter. Ce sont des préjugés avec lesquels, dans nos organisations, il faudra rompre.

En dernier lieu, je fais appel à tous les congressistes, à tous les délégués qui sont ici de venir demain, 8, avenue Mathurin-Moreau, assister à notre conférence, apporter leurs points de vue, et je demande aux travailleuses de la région parisienne qui sont exploitées honteusement, d'assister à notre conférence féminine. Je suis sûre que, de cette conférence, sortiront un cahier de revendications complet et un plan de travail pour l'ensemble de la C.G.T.U. (*Applaudissements.*)

Les mouvements dans les colonies

INTERVENTION DE CLAVERI

CLAVERI. — Camarades, au cours des dix jours écoulés, notre Congrès a discuté de nombreux problèmes qui se posent devant la C.G.T.U.

Dans le rapport d'activité, notre camarade Monmousseau a cité